

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de LES CLEFS

DOSSIER n° DP 074 079 25 00019

Date de dépôt : 08/09/2025

Demandeur : TRAVAIL ARTISANAL DU BOIS

Représentant : M. MERMILLOD-BLONDIN Thierry

Pour : Création d'un escalier extérieur et d'une porte d'accès à la grange, et habillage de la cheminée

Adresse terrain : 1008 route de Montisbrand,
74230 LES CLEFS

Affaire suivie par :
DERRIKS Vanessa

Le Maire

A

**L'entreprise TRAVAIL ARTISANAL DU BOIS,
représentée par
Monsieur MERMILLOD-BLONDIN Thierry
1008 route de Montisbrand
74230 LES CLEFS**

Monsieur,

Vous avez déposé le 08/09/2025 à la mairie de LES CLEFS une demande de déclaration préalable.

Par lettre du 26/09/2025, je vous ai demandé de bien vouloir compléter votre dossier par les pièces suivantes :

DPC00 Formulaire Cerfa
DPC01 Plan de situation du terrain
DPC03 Plan en coupe du terrain et de la construction
DPC04 Plan des façades et toitures

L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie de LES CLEFS en date du 29/12/2025, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet. Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite de rejet.

Vous pouvez redéposer une nouvelle demande si vous souhaitez réaliser votre projet.

Fait le 12 janvier 2025
Le Maire,
BRIAND Sébastien



INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Il peut également dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le délai de recours contentieux - mentionné ci-dessus - contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux (Article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme).

Toutefois, conformément à l'article L 412-2 du code des relations entre le public et l'administration, un recours administratif préalable peut être obligatoire lorsque le projet- situé en abords de monuments historiques - a été refusé ou comporte des prescriptions qui sont la traduction du refus d'accord ou des conditions exprimées par l'architecte des bâtiments de France. "